



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEMOCTOM**

9 Route d'Allegret  
33670 Saint-Léon

Références : 26-310  
Code AIOT : 0005207675

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SEMOCTOM implanté Les Vergnes Avenue du Vieux Moulin 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Depuis l'été 2025, le SEMOCTOM a effectué plusieurs signalements visant à dénoncer les gênes subies compte tenu du bruit et des poussières émis par l'activité voisine de tri et concassage de matériaux, relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La visite sur site a eu pour objectif de constater ces nuisances. Par ailleurs, l'exploitant a également été interrogé sur la traçabilité de ses déchets sortants dans le cadre d'une action départementale de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMOCTOM
- Les Vergnes Avenue du Vieux Moulin 33450 Saint-Loubès
- Code AIOT : 0005207675
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SEMOCTOM exploite sur la commune de SAINT-LOUBES une déchetterie faisant partie du réseau de points de récupération et d'apports volontaires mis en place pour les particuliers au sein des 97 communes qui le constituent.

La déchetterie de SAINT-LOUBES, en tant qu'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, a fait l'objet d'un récépissé de déclaration (n° 16002) délivré le 31 mai 2005 au titre de la rubrique 2170-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle se situe en limite d'une zone industrielle comptant des activités de tri et concassage de matériaux naturels ou de déchets inertes, un entrepôt frigorifique et une entreprise de fabrication de plâtre.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 20/07/2012, article 7.3	Sans objet
2	Registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
3	Téledéclaration Trackdéchets	Code de l'environnement du 02/04/2026, article R. 541-43	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite sur site, les conditions de vent n'ont pas permis de constater la venue de poussière en direction de la déchetterie.

Les moyens d'humidification des matériaux en cours de traitement sur le site de la société CEMEX ont été constatés en fonctionnement. Le bruit de l'activité de concassage est effectivement clairement perceptible sans que le niveau de bruit ne puisse être apprécié. En ce sens, un contrôle de bruit a été organisé par la société CEMEX le 9 avril 2026. Les résultats ne sont pas conformes à la réglementation.

La création d'un merlon de protection constitue une voie d'amélioration qui fera l'objet d'une demande à la société CEMEX dans un rapport séparé tout en restant proportionné dans la mesure où la société CEMEX a notifié la cessation de son activité sur le site de SAINT-LOUBES à compter du 30/06/2026 en vue de libérer les terrains.

Pour ce qui concerne la gestion de la traçabilité des déchets sortant de la déchetterie, des améliorations ont fait l'objet d'une demande par courriel du 9/04/2026 que le SEMOCTOM a correctement pris en compte tel que décrit ci-après.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/07/2012, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Disponibilité d'un registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus d'un an dans l'installation. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition ;</li><li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- l'identité du transporteur ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les usagers remettent leurs encombrants et divers déchets dans différentes bennes de façon à les trier. Lorsque les bennes sont presque pleines, l'agent envoie un mail aux éco-organismes ou transporteurs pour évacuation vers des centres de regroupement ou traitement. Arrivées sur ces sites, les bennes sont pesées et l'information est transmise au siège du SEMOCTOM qui l'inscrit dans le registre.  Le registre ne se trouvant pas au sein de la déchetterie, un extrait correspondant aux évacuations de mars 2026 a été transmis par courriel du 3/04/2026.  L'inspection constate que des données sont manquantes dans ce registre. Celui-ci a fait l'objet de corrections transmises par le SEMOCTOM dans son courriel du 24/04/2026 ; il est désormais complet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Voir constat suivant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,

<p>selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
---

#### Constats :

L'arrêté ministériel de 2021 susvisé, postérieur à l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux déchetteries soumises à déclaration, a renforcé les attentes en matière de traçabilité des déchets.

Il a ainsi été constaté que le registre transmis par le SEMOCTOM n'était pas suffisamment précis pour assurer la traçabilité des déchets sortants en ce qui concerne :

- les codes déchets provenant de l'article R.541-7 du code l'environnement,
  - le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets,
  - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié,
  - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.
- Pour autant, ces informations sont bien disponibles pour le SEMOCTOM qui a modifié son registre en conséquence. La nouvelle version transmise par courriel du 24/04/2026 n'appelle plus de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Télédéclaration Trackdéchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/04/2026, article R. 541-43

**Thème(s) :** Autre, Suivi déchets

#### Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique

centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; (...)

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

**Constats :**

Une télédéclaration est bien en place via Trackdéchets pour les déchets dangereux sortants de la déchetterie de SAINT-LOUBES.

L'exploitant a été interrogé sur le statut des écrans dans la mesure où les bordereaux de suivi sont régulièrement annulés. Le SEMOCTOM déclare être victime de vols conduisant à annuler leur évacuation.

**Type de suites proposées :** Sans suite